

ÉTALEMENT URBAIN

LA CAMPAGNE FOUT LE CAMP !

On s'inquiète du gigantisme de la "ferme des mille vaches". Pourtant, le grignotage des terres agricoles par le béton des villes est un fléau écologique plus préoccupant

PAR ARNAUD GONZAGUE

« La presse parle beaucoup de la "ferme des mille vaches", mais l'étalement urbain est bien pire pour nos campagnes ! » Blaise Martin n'est pas un défenseur de la ferme gigantesque de Drucat (Somme) qui a suscité une levée de boucliers chez les agriculteurs. Mais ce membre du Collectif pour le Triangle de Gonesse essaie d'alerter l'opinion sur un fléau bien moins médiatique : la construction d'EuropaCity, un centre commercial et de loisirs pharaonique de 80 hectares, entouré d'un quartier d'affaires de 200 hectares que le groupe Auchan prévoit d'édifier en 2020 sur des terres agricoles du Val-d'Oise. « Et des terres d'une qualité agronomique extraordinaire », s'indigne Blaise Martin, qui depuis 2011 rassemble les mécontents (riverains, écolos, commerçants, agriculteurs) sous la bannière : « Des champs, pas d'Auchan ! »

Un cri que l'on entend de plus en plus partout en France, tant les empêchements de transformer des zones agraires en enseignes, parkings et entrepôts se sont multipliés ces dernières années aussi

bien à Gonesse que près de Toulouse (contre le centre commercial Val Tolosa) ou à deux pas d'Orléans (contre le futur Oxlane Village). « La prise de conscience publique est encore partielle, reconnaît Frédéric Denhez, journaliste et auteur d'une enquête sur le sujet (1). Pourtant, les données du problème sont absolument vertigineuses. » Chaque année depuis 2000, ce sont près de 75 000 hectares de terres agricoles qui ont été « artificialisées », donc recouvertes de bitume, indique l'Observatoire national de la Consommation des espaces agricoles. Soit 25 mètres carrés par seconde, 6 piscines olympiques toutes les cinq minutes et l'équivalent en superficie des Yvelines tous les trois ans ! Or, amputer le territoire français de ces hectares de glèbe n'est pas seulement une atteinte à la beauté des paysages, c'est aussi et surtout un désastre écologique. D'abord parce que la faune et la flore qui s'y trouvent disparaissent sous les chenilles des pelleteuses. « Mais aussi parce que le sol, même utilisé par l'agriculture, est un écosystème indispensable, rappelle

Terrains cultivés dans l'Ouest parisien. Les terres agricoles représentaient 62% du territoire en 1960. C'est 12 points de moins aujourd'hui

Frédéric Denhez. Primo, c'est une éponge qui permet d'absorber les pluies. Ensuite, c'est un puits de carbone naturel capable de retenir une partie importante de nos émanations de CO₂. Enfin, sa "transpiration" permet de rafraîchir la température de l'air, une fonction plus cruciale que jamais avec le réchauffement climatique. » Une surface artificialisée n'est pas seulement tapie sous le bitume, elle est rendue stérile. « Il faut ensuite trente ou quarante ans pour qu'une terre sans eau, sans air et sans lumière retrouve sa richesse initiale », déplore Frédéric Denhez. Une perspective qui reste imaginaire, tant la tendance est à l'extension urbaine, pourtant prohibée par le Grenelle de l'environnement. Chez les élus, la tentation est dévorante de grignoter les champs pour loger de nouveaux administrés, faire venir des entreprises, faire entrer des impôts et créer des emplois. Il existerait pourtant une solution simple pour ralentir cette glotonnerie : donner un vrai pouvoir aux commissions départementales de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF), des instances réunissant des élus, des agriculteurs et des associations environnementales, chargées d'examiner chaque projet d'extension urbaine. « Actuellement, ces commissions ne rendent qu'un avis consultatif. Il faudrait que les autorités soient obligées d'en tenir compte, explique Jean-Christophe Robert, président de l'association Filière paysanne, qui a rassemblé des personnalités (Nicolas Hulot, Yann Arthus-Bertrand...) et des parlementaires pour réclamer cette réforme au ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll. Lequel a fait la sourde oreille. « Pourtant, les DOM-TOM ont déjà mis en place cette politique depuis 2012 avec des résultats, puisque l'étalement urbain a reculé de moitié. » ■

(1) « Cessons de ruiner notre sol ! », Flammarion, 160 p., 14 euros. Sortie le 1^{er} octobre.

